

Crise congolaise : une lueur au bout du tunnel

RD CONGO Le Conseil de sécurité examine le mandat de la Monusco

► Les évêques ont annoncé la signature de l'accord final de sortie de crise pour lundi.

► Un calendrier peut-être trop optimiste tant le pouvoir renâcle et l'opposition est divisée.

Le bout du tunnel dans l'interminable crise politique en République Démocratique du Congo ? C'est ce que laissent entendre les évêques congolais qui s'étaient engagés à la fin de l'année dernière dans une médiation, pour éviter une explosion de violence après la fin du mandat présidentiel de Joseph Kabila le 19 décembre dernier, sans qu'un successeur ait pu être désigné par des élections, qui n'ont jamais été organisées.

Ce lundi 20 mars, le vice-président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Mgr Fridolin Ambongo, a en effet annoncé que « la signature des arrangements particuliers » aura lieu lundi prochain, le 27 mars. Arrangements particuliers ? Il s'agit, en jargon politique congolais, de la concrétisation de l'accord de partage du pouvoir conclu le 31 décembre dernier.

D'ici là, une sous-commission est réunie pour répartir les portefeuilles ministériels du prochain gouvernement. Il y en aura

53 à pourvoir, en plus de celui de Premier ministre. Un pays en crise comme la RDC n'aurait-il pas besoin d'une équipe resserrée ? « Sans doute, acquiesce un observateur congolais. Mais le Ghana n'a-t-il pas annoncé la semaine dernière un gouvernement de... 110 membres ? »

On sait en tout cas que le « Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement », la coalition d'opposition regroupant neuf composantes dont l'UDPS de feu Etienne Tshisekedi et le G7 de Moïse Katumbi, devrait notamment obtenir 13 postes ministériels et 5 postes de vice-ministres, la majorité présidentielle se réservant 18 portefeuilles ministériels et 5 autres vice-ministres. Marchandages en cours... alors qu'on ne sait pas qui sera le Premier ministre !

Sur ce point, alors qu'il revenait à l'opposition de désigner le prochain Premier ministre, Joseph Kabila a exigé de pouvoir choisir lui-même le prochain chef du gouvernement dans une

liste de trois noms que lui fournirait le Rassemblement. Un accord aurait été trouvé sur une autre procédure : le Premier ministre serait désigné après une consultation entre le président Kabila et le président du Comité des sages, émanation du Rassemblement.

Si Félix Tshisekedi, le fils d'Etienne, mort le 1^{er} février à Bruxelles, a été choisi début mars pour présider le Rassemblement, c'est Pierre Lumbi, un proche de Moïse Katumbi, qui a été désigné président du Comité des sages. Or, une partie du Rassemblement a parallèlement élu Joseph Olenghankoy (Fonus) à la présidence du même Comité des sages... Bref, alors que l'opposition devrait présenter un

front uni face à un camp présidentiel rétif à lâcher la moindre miette de pouvoir, c'est le contraire qui se produit.

Le choix de Felix Tshisekedi comme Premier ministre de l'opposition ne fait pas l'unanimité parmi les 9 composantes du Rassemblement, qui devrait plutôt s'appeler Division... L'UDPS même est divisée en plusieurs factions. Alors que le parti doit organiser sans tarder un congrès pour désigner un successeur à Etienne Tshisekedi, son fils Félix, qui piaffe pour endosser ce rôle, a fait les choses à l'envers. Il a voulu présider le Rassemblement pour mieux assurer son leadership à l'UDPS. L'avenir dira si c'était ou non une erreur.

Quant à Moïse Katumbi, personnalité phare de l'opposition, il vit toujours en exil après des inculpations et une condamnation destinées à l'éloigner de la

vie politique congolaise. Mais, pour montrer qu'il est toujours dans le jeu, il a commandé 100.000 tonnes de farine de maïs pour aider la population du Katanga. Et il vient depuis Paris de donner une interview à RFI, très écoutée en Afrique, dans laquelle il met la responsabilité du blocage sur le camp Kabila, tout en se désolidarisant de ceux qui veulent diviser l'opposition. ■

VÉRONIQUE KIESEL

NATIONS UNIES

Et la Monusco ?

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé au Conseil de sécurité de renforcer la mission de l'ONU au Congo avec 320 policiers supplémentaires et de maintenir le niveau actuel des troupes militaires (19.000 hommes). Mais le renouvellement du mandat de la Monusco doit passer par un examen de la nouvelle administration américaine qui veut réduire ses contributions aux opérations de paix de l'ONU. 2017 est considérée par l'ONU « cruciale » pour la RDC, qui doit voir la première transition politique pacifique du pays à travers les élections présidentielle et législatives, censées se tenir d'ici la fin de l'année. (afp)

Moïse Katumbi met la responsabilité du blocage sur Kabila, tout en critiquant ceux qui divisent l'opposition